

Genre et pédagogie : quelle école pour quelle société ?

Le 1er mars dernier, à Brest, SUD éducation 29 organisait un stage sur les stéréotypes de genre et leur transmission à et par l'école. Historienne et maîtresse de conférences à l'Université Paris-Est-Créteil, Fanny Gallot est venue échanger avec une trentaine d'enseignant·e·s réuni·e·s autour de la question des stéréotypes de genre. Le diaporama s'ouvre sur des extraits de catalogues vendant des décorations de chambres d'enfant : une housse de couette bleu pour l'aventurier, rose pour la princesse... Autant de représentations qu'on retrouve quotidiennement, et qui font leur part dans la

socialisation différenciée des individus, parmi tant d'autres facteurs qui façonnent les corps et les comportements. Rapidement, le genre est défini par une citation de Joan Wallach Scott comme « élément constitutif des rapports sociaux fondé sur des différences perçues entre les sexes » et « une façon première de signifier les rapports de pouvoir. » Cette notion de pouvoir sera fondamentale dans la suite du stage, elle n'aura de cesse de questionner les mécanismes de domination s'appuyant sur le genre. Le masculin et le féminin n'existent que dans leur opposition, dans les différences construites qui participent à faire perdurer le patriarcat.

Genre et sexe, une différenciation basée sur une assignation

Si l'on a pu un temps considérer le genre comme étant l'aspect social d'un sexe biologique binaire, la binarité de ce dernier est désormais remise en cause. Anne Fausto-Sterling estime qu'entre 1,7 et 2% des enfants naissent indéterminés, intersexes. C'est par des interventions chirurgicales ou des traitements hormonaux que ces bébés seront assignés à un sexe, préservant ainsi un modèle binaire sur lequel les rapports de domination peuvent s'appuyer. De façon analogue, les différences physiques perçues entre

les sexes sont à questionner à la lumière de rapports sociaux qui peuvent les déterminer. Dans chaque cas, la société s'inscrit dans les corps, les modèles. Elsa Dorlin constatait que « face à la multiplicité des configurations sexuées possibles, la norme de genre ne parvient à la réduire à une binarité prétendue « essentielle », que parce qu'elle est en mesure d'opérer sur ces corps de véritables mutations. »

La recherche en milieu scolaire

L'intervention de Fanny Gallot se poursuit avec un point sur l'état de la recherche en sciences de l'éducation. Les filles ont tendance à interpréter leurs réussites par la chance, et les échecs par un manque d'aptitudes. Marie Duru-

cantonnées à des tâches de reformulation. Enfin, une majorité des interactions pédagogiques enseignant·e - élève est allouée aux garçons.

Articulation des rapports sociaux

Une partie du stage est consacrée à la question de l'intersectionnalité, de l'articulation des différents systèmes de domination. S'appuyant sur des extraits du film d'Amandine Gay « Ouvrir la voix », Fanny Gallot explique comment les jeunes filles noires se heurtent, au moment de leur orientation, à la confluence du racisme et du sexisme. Ensuite, la question des rapports entre genre et classe sociale est abordée, pour montrer par exemple que le plus fort taux d'échec scolaire chez garçons s'observe avant tout chez les fils issus des milieux ouvriers.

Une pédagogie critique de la norme

Si les stéréotypes de genre se propagent par et éventuellement malgré les acteurs de l'école, il nous faut plus que jamais réfléchir aux actions à mettre en œuvre pour inverser cette tendance. Un choix critique des supports pédagogiques permettrait aux élèves de construire des représentations égalitaires alors que dans de trop nombreux albums jeunesse, les personnages féminins sont en retrait, comptant sur l'aide des personnages masculins, quand les filles ne sont pas complètement absentes. Une autre piste d'action se situe

sur le terrain du langage, en parlant au masculin et au féminin pour construire une parole inclusive. Enfin, les questions d'enseignement moral et civique sur l'égalité et les discriminations ont à gagner à remettre en cause « la pédagogie de la tolérance ». La tolérance est un rapport de pouvoir habilement dissimulé dans les atours de l'égalité : un groupe à le pouvoir d'en tolérer un autre. L'un tolère, l'autre est toléré. Combattre les systèmes d'oppression par notre pratique professionnelle, ce peut être amener les élèves à réfléchir aux mécanismes de création de groupes marginalisés.

LES DANGERS DE LA THÉORIE DU GENRE !!!



Bellat explique que cette vision est partagée par l'enseignant·e, dont « le message implicite est que les garçons sont intelligents, mais qu'ils ne fournissent pas les efforts nécessaires, et que les filles travaillent parce qu'elles ont moins d'habiletés intellectuelles ». Cela s'observe notamment dans les évaluations : pour une même note, on dira à un garçon qu'il a beaucoup de capacités mais un poil dans la main tandis qu'on encouragera une fille à poursuivre ses efforts. À l'oral, l'enseignant·e interroge et laisse parler majoritairement des garçons, attendant d'eux l'émergence de nouvelles notions lorsque les filles sont

éducation
SUD 29

SUD éducation
2, rue Amiral Nielly
29200 Brest

Dispensé de timbrage
Brest CTC
P PRESSE
DISTRIBUÉE
LA POSTE

Union
Syndicale
Solidaires

Brest 2 Rue Amiral Nielly ☎ 02 98 05 12 93.
✉ 29@sudeducation.org

Quimper 33 Av de la Libération ☎ 02 98 53 04 16
site <http://sudeducation29.infini.fr>

Quand tout sera privé, on sera privé de tout !

Les projets de loi école de la confiance et fonction publique, en discussion actuellement au sénat et à l'assemblée sont des attaques frontales contre le statut des enseignants et leurs conditions de travail.

Des reculs ici ou là...

Même si la mobilisation paye et que la mise en place des établissements publics des savoirs fondamentaux (EPLESF) semble mise à mal, de nombreux points restent à combattre. L'article 1 exige toujours « le devoir d'exemplarité » pour les enseignants. C'est une entrave à la liberté d'expression des personnels. Sous ce gouvernement, ou sous un autre encore plus autoritaire...

La scolarisation obligatoire à 3 ans (article 3) est un prétexte pour financer les écoles maternelles privées sous contrats à hauteur de dizaines de millions d'euros : autant de moins pour le public !

L'article 18 du projet de loi permet au gouvernement de réduire les attributions des commissions paritaires (CAPA, CAPD). Les Conseils académiques et départementaux de l'Éducation nationale sont des lieux où l'administration doit rendre des comptes de la

politique éducative aux personnels et aux usagers du service public.

Mais des réformes qui restent nuisibles pour le service public

Le projet de loi fonction publique va détruire la fonction publique et plus généralement les services publics. Le gouvernement organise la mobilité forcée. Les fonctionnaires pourront désormais être détachés d'office pour suivre une mission externalisée ou privatisée.

Avec la généralisation de la contractualisation en

lieu et place du statut de fonctionnaire, l'employeur peut recruter qui il veut, comme il veut et s'en débarrasser quand il veut ! Il y a déjà 1.280.000 contractuel.le.s dans la fonction publique. Sans compter la mise en place de la rémunération individualisée et au mérite ! Autant de raisons de combattre ces projets de loi nocifs pour le service public, toxiques pour nos conditions de travail et de rémunération !



Radon dans les établissements Le syndrome « Pas de vagues !!!

Selon la CRIIRAD, le gaz radon est la principale source d'exposition de la population aux rayonnements ionisants et la deuxième source de décès par cancer du poumon après le tabac.

Une quarantaine de pays ont fixé des niveaux d'action compris entre 200 et 400 Bq/m³. En France, l'arrêté du 8 décembre 2008 a fixé à 400 Bq/m³ le niveau «au-dessus duquel l'employeur met en œuvre des actions nécessaires pour réduire l'exposition des travailleurs au radon aussi bas que raisonnablement possible». Et le décret n° 2018-434 du 4 juin 2018 a fixé un niveau de référence de 300 Bq/m³ dans les immeubles bâtis.



Alerte au lycée Brizeux

Le proviseur du lycée Brizeux a annoncé fin juin 2018 les résultats de la campagne de mesures effectuées l'hiver précédent par l'organisme de contrôle Véritas à la demande de la Région.

La norme de «tolérance» est fixée à 400 Bq/m³. Or, le taux mesuré dans le secrétariat de la scolarité est à 753 Bq/m³, dans certaines pièces. Il a été mesuré ponctuellement des niveaux supérieurs à 1000 Bq/m³. le CDI est à plus de 1700 Bq/m³, des locaux d'entretien et de ménage sont à 3000 Bq/m³.

La documentaliste a aussi appris au même moment qu'elle avait été exposée à des doses quotidiennes de l'ordre de 1800 Bq/m³ depuis une dizaine d'années. Le proviseur s'est contenté de minimiser les risques!

Dès le jeudi 5 juillet, Sud Education a révélé l'affaire faisant publiquement état des taux relevés.

L'institution se manifeste

Un vaste chantier de rénovation du lycée étant prévu de longue date, le Conseil régional est venu présenter le projet lundi 24 septembre. Le président et son équipe ont accepté de

rencontrer les représentants syndicaux SUD et CGT sur le problème de radon. Nous y sommes allés forts d'une pétition signée d'une cinquantaine de collègues.

Le président a précisé qu'il ne regarderait pas à la dépense pour les futurs aménagements, qu'il n'éludait aucune question...

Le même jour, un nouveau reportage de France 3 a permis de révéler l'exposition du CDI à des niveaux encore très élevés. Seule une aération quotidienne les fait baisser, mais ce qui est encore possible en septembre ne le sera assurément plus en hiver.

La documentaliste a encore fait des relevés de 2200 Bq/m³ à la rentrée des vacances de la Toussaint. Pour elle, le préjudice d'anxiété est

avéré depuis juillet. Et l'inquiétude vaut aussi pour tous les collègues. Mardi 20 novembre, une vingtaine de collègues enseignants et personnels de la Région ont signé le Registre Santé Sécurité au Travail. Et nous avons fait une demande de rencontre au lycée à l'Inspectrice Santé Sécurité au Travail (ISST) et au médecin de santé scolaire.

Stratégie de calendrier et refus de droit de retrait

Depuis le 1er février, des travaux ont eu lieu au CDI. Le 26 février, la documentaliste a mesuré 1386 Bq/m³ à son poste. Au vu du danger, elle a fait valoir son droit de retrait, qui a été rejeté par la rectrice ! Un débrayage de 28 collègues au lycée a suivi. «Invitée» à s'expliquer au rectorat début mars, aucune proposition ne lui a été faite pour garantir sa sécurité hormis de demander sa mutation ou se mettre en arrêt-maladie prolongé!

Les élu.e.s syndicaux du CHS-CT du Finistère (SUD, FSU, FO, CFDT) ont fait une demande d'enquête motivée et argumentée juridiquement. Devant la réponse insatisfaisante de la DASEN, nous avons remplacé l'affaire sur la place publique... A suivre!

Etats Unis : les « Américains oubliés » voient rouge

Le blog « Rappports de forces » a publié mi-janvier une enquête sur la contestation exceptionnelle des enseignants de Los Angeles, qui étaient plus de 30 000 à être en grève lundi 14 janvier et 20 000 (selon la police) à manifester vers la mairie accompagnés de parents, et de personnels d'éducation. Et ce après avoir formé des piquets de grève partout devant les établissements scolaires publics de la ville.

En Californie, le financement public par élève est la moitié de celui de l'Etat de New York et les enseignants dénoncent des effectifs pouvant atteindre 50 élèves par classe pour une moyenne de 42. Ils demandaient non seulement des embauches, mais aussi des infirmières et des bibliothécaires dans tous les collèges et lycées, ainsi qu'une augmentation salariale de l'ordre de 6,5%, et se sont déclarés prêts à partir en grève illimitée tant que les négociations entre les représentants du district et le syndicat « United teachers of Los Angeles » n'aboutissent pas.

Un mouvement social qui s'est étendu

Dans un pays où les enseignants ne sont pas employés par l'Etat fédéral, les conditions de travail et les rémunérations sont variables dans le pays et les actions concertées à l'échelle nationale sont très difficiles. Néanmoins, les Etats-Unis ont bien connu une vague de contestations depuis un an partie de la Virginie-Occidentale comme le démontre l'enquête publiée en septembre dernier dans Le Monde Diplomatique.

Ainsi là où les salaires enseignants ont baissé de 8,9% en valeur réelle depuis 2000, où les cotisations à l'assurance-maladie ne cessent d'augmenter, un groupe d'enseignants a commencé à s'organiser pour répondre à la dégradation de leur situation économique et sociale en novembre 2017 et en marge du principal syndicat d'enseignants local. Après avoir créé des réseaux militants décentralisés grâce à Internet, les enseignants ont fait voter dans toutes les écoles une proposition de débrayage. Et à partir de la fin février 2018, les 55 comtés de Virginie-Occidentale ont cessé le travail pour obtenir après 9 jours de débrayage une augmentation salariale de 5% pour le personnel enseignant et non enseignant, un moratoire sur l'augmentation des cotisations maladie et l'arrêt du projet d'expansion des écoles privées sous contrat.

Ce succès a permis d'étendre la grève à d'autres Etats, avec des doléances relatives à la faiblesse des salaires, le manque de moyens, la dégradation des conditions de travail,

l'insuffisance des mécanismes de protection sociale, la privatisation du système d'enseignement public. Certaines grèves ont été ponctuelles, d'autres ont duré jusqu'à 15 jours et plusieurs ont obtenu des augmentations salariales (de 2% dans le Colorado à 20% étalés sur 3 ans en Arizona) et des promesses de moyens supplémentaires dans les classes ainsi qu'une hausse des dépenses d'éducation qui les ramènent à leur niveau d'avant 2008 votée dans le Colorado.

En marge des organisations bureaucratiques

Même si des spécificités locales ont pu jouer, les grèves ont poussé dans des Etats où le métier est particulièrement rude voire effarant: dans le Mississippi, certains enseignants doivent cumuler deux ou trois emplois pour boucler leurs fins de mois.

Et autre fait marquant, le mouvement s'est développé en marge des organisations syndicales bureaucratiques qu'il a pris au dépourvu. Selon un journaliste américain, nombre des syndicats affiliés à la National Education Association sont purement légalistes, et se concentrent sur la prestation de services en direction des adhérents en faisant pression sur les élus en s'appuyant sur des professionnels de la communication. En Arizona les meneurs de la grève, Arizona Educator United, se sont constitués parallèlement à l'Arizona Education Association en utilisant les réseaux sociaux pour compenser la faiblesse des structures.

Un sursaut des mouvements sociaux

La mobilisation des enseignants américains s'inscrit dans un sursaut récent des mouvements sociaux: longue grève des salariés du public dans le Wisconsin en 2011, Occupy Wall Street en 2011, lutte des salariés de la restauration pour une hausse du salaire minimum à partir de 2013...

En septembre 2012, les 30 milliers d'enseignants de Chicago avaient déjà cessé le travail après l'échec des négociations de leur nouvelle convention collective. Cette grève avait débouché sur une victoire avec des revalorisations salariales et l'abandon des primes au mérite entre autres. Les animateurs de ce mouvement témoignent de ce qu'il faut impérativement obtenir le soutien des parents et de la collectivité, en tissant des liens solides dans des comités de proximité avec tables d'information, piquet de grève, distribution de repas... Et ils arborent un rouge emblématique du mouvement Red for Ed (« les Rouges pour l'éducation »).

Le Monde Diplo conclut en soulignant que le mouvement a commencé à déborder des salles de classe puisqu'en juillet dernier, près de 2000 infirmières et aide-soignantes du Vermont se sont mises 2 jours en grève pour des hausses de salaire et une couverture maladie universelle pour les patients. Les « Rouges pour la médecine » ont su constituer un mouvement de solidarité autour d'elles parmi lesquels de nombreux responsables des mouvements d'enseignants.

Le choix du rouge est associée à la fois à la tradition socialiste et au Parti Républicain qui gouverne de nombreux Etats d'un pays où les continuités idéologiques entre républicains et démocrates en matière d'éducation et de privatisation de services publics sont notoires. Et dont on sait que ces derniers n'hésiteront pas à affronter les contestataires s'ils menacent leurs visées électorales.

Des USA à la France, un océan peut-être mais peut-être pas des kilomètres si on compare les contextes politiques et sociaux. Le red est là-bas, ici on a le blues.

Pour l'instant seulement?

Brésil

Combattre l'extrême droite par la grève !

À l'appel de l'ensemble des syndicats, les personnels de l'éducation étaient en grève le 15 mai contre la réforme des retraites et contre les attaques du gouvernement Bolsonaro envers l'éducation publique.

Le gouvernement Bolsonaro prévoit, pour les écoles et universités, une réduction de 30% du budget, qui était déjà bien en dessous des besoins. La censure imposée aux enseignant-e-s apparaît à travers une véritable persécution idéologique, sans respecter la liberté pédagogique. Elle est orchestrée dans le cadre d'une campagne gouvernementale nauséabonde appelée «Escola sem Partido» (École sans parti); une tentative d'Union sacrée contre ce que le gouvernement appelle le «marxisme culturel», faisant de tou-te-s les act-ric-eur.s de la culture des ennemi-e-s potentiel.le.s.

Cette grève nationale a pour objectif la convergence des nombreuses luttes des étudiant-e-s et de l'ensemble des travailleur et travailleuses de l'éducation qui se multiplient dans le pays depuis plusieurs semaines. Elle s'inscrit également dans la lutte interprofessionnelle contre la «Réforme des retraites», qui pour les enseignant-e-s augmenterait de 10 années l'obligation de service.